



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

1713 Bedford Row

Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)

Halifax

Nova Scotia

B3J 1T3

Bid Fax: (902) 496-5016

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Atlantic Region Acquisitions/Région de l'Atlantique
Acquisitions

1713 Bedford Row

Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)

Halifax

Nova Scot

B3J 1T3

Title - Sujet CCGS Hudson Main Engine Rebuild	
Solicitation No. - N° de l'invitation F5561-180498/A	Date 2018-06-07
Client Reference No. - N° de référence du client F5561-18-0498	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$HAL-311-10415	
File No. - N° de dossier HAL-8-81054 (311)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-06-26	Time Zone Fuseau horaire Atlantic Daylight Saving Time ADT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Dunne, Dave	Buyer Id - Id de l'acheteur hal311
Telephone No. - N° de téléphone (902) 401-4294 ()	FAX No. - N° de FAX (902) 496-5016
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS MARITIMES REGIONAL HQ BLDG 50 DISCOVERY DR - LEVEL 4 DARTMOUTH NOVA SCOTIA B2Y4A2 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	3
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	4
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	4
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	5
2.5 LOIS APPLICABLES	6
2.6 VISITE FACULTATIVE DES LIEUX.....	6
2.7 PÉRIODE DE TRAVAUX – MARINE - SOUMISSION	6
2.8 INDEMNISATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL - LETTRE D'ATTESTATION	7
2.9 CERTIFICATION RELATIVE AUX NORMES DE SOUDAGE - SOUMISSION	7
2.10 CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	8
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	8
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	9
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	9
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	9
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	10
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	10
6.1 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	10
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	11
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	11
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	11
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	11
7.4 DURÉE DU CONTRAT	11
7.5 RESPONSABLES.....	12
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	13
7.7 PAIEMENT	13
7.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	14
7.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	14
7.10 LOIS APPLICABLES	15
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	15
7.12 CONTRAT DE DÉFENSE	15
7.13 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	15
7.14 CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	16
ANNEXE « A ».....	17
ÉNONCÉ DES TRAVAUX	17

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F5561-180498/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F5561-180498

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-8-81054

Id de l'acheteur - Buyer ID
hal311
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

APPENDICE « 1 » DE L'ANNEXE « A »	22
LISTE DES PIÈCES FOURNIES PAR LE GOUVERNEMENT	22
ANNEXE « B ».....	24
BASE DE PAIEMENT	24
ANNEXE « C ».....	26
EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	26
ANNEXE « D ».....	28
CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE	28
ANNEXE « E ».....	30
FICHE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE.....	30
ANNEXE « F » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	32
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	32

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux, la Base de paiement, les critères d'évaluation technique, les instruments de paiement électronique, les exigences en matière d'assurance, la fiche de présentation de la soumission financière, et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

La Garde côtière canadienne (GCC) a besoin d'un entrepreneur pour la remise en état, la mise à l'essai et la mise en marche du moteur principal n° 4 sur le NGCC *Hudson*. Les travaux seront effectués pendant que le navire sera amarré à la jetée de l'Institut océanographique de Bedford (IOB), à Dartmouth (Nouvelle-Écosse).

La période des travaux est la suivante :

Récupération des pièces, inventaire et remise à neuf – Attribution du contrat – 22 juillet 2018
Période d'entretien à quai – du 23 juillet au 8 août 2018
Mise en marche et essais en mer – 9 août et 10 août 2018

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2017-04-27) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- un individu;
- un individu qui s'est incorporé;
- une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- la date de la cessation d'emploi;
- le montant du paiement forfaitaire;
- le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Nouvelle-Écosse, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Visite facultative des lieux

Il est recommandé que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux où seront réalisés les travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux, qui se tiendra à l'Institut océanographique de Bedford, le 20 juin 2018. La visite des lieux débutera à 9 h (HAA), à bord du NGCC *Hudson*.

Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante dans les trois jours ouvrables, pour confirmer leur présence et fournir le nom de la ou des personnes qui assisteront à la visite. On pourrait demander aux soumissionnaires de signer une feuille de présence. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite pourront tout de même présenter une soumission. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

2.7 Période de travaux – marine - soumission

Les travaux doivent débuter et prendre fin comme suit :

Récupération des pièces, inventaire et remise à neuf
Début : Attribution du contrat
Fin : 22 juillet 2018

Période d'entretien à quai
Début : 23 juillet 2018
Fin : 8 août 2018

Mise en marche et essais en mer
Début : 9 août 2018
Fin : 10 août 2018

En présentant une soumission, le soumissionnaire confirme qu'il a suffisamment de matériel et de ressources humaines affectées ou disponibles et que la période de travail ci-dessus permettra de terminer les travaux prévus ainsi qu'une quantité raisonnable de travaux imprévus.

2.8 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les 2 jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

2.9 Certification relative aux normes de soudage - soumission

1. Les travaux de soudage doivent être effectués par un soudeur certifié par le Bureau canadien de soudage (BCS) selon les normes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) suivantes :
 - a. CSA W47.1 (version actuelle), Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier (division 2.1 au minimum).
2. Avant d'attribuer le contrat, et dans les 2 jours civils suivant la demande écrite de l'autorité contractante, le soumissionnaire retenu devra fournir une preuve démontrant sa certification par le BCS et celle de son sous-traitant selon les normes en matière de soudage émises par la CSA.

2.10 Clauses du Guide des CCUA

A7035T (2007-05-25), Liste des sous-traitants proposés

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par le service Connexion postal ne seront pas acceptées.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

Section I : Soumission technique (2 exemplaires papier)
Section II : Soumission financière (1 exemplaire papier)
Section III : Attestations (1 exemplaire papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

3.1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la feuille de soumission financière décrite à l'annexe E.

3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « F » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « F » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.3 Fluctuation du taux de change

[C3011T](#) (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les critères techniques obligatoires sont inclus dans l'annexe D.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'un de ces attestations ou renseignements supplémentaires n'est pas rempli et fourni tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel

Clause du *Guide des CCUA* [A3005T](#) (2010-08-16), Statut et disponibilité du personnel

5.2.3.2 Études et expérience

Clause du *Guide des CCUA* [A3010T](#) (2010-08-16), Études et expérience

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe C.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la

demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

[2030](#) (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

1029 (2010-08-16), Réparation des navires, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Période des travaux - marine - contrat

Les travaux doivent débuter et prendre fin comme suit :

Récupération des pièces, inventaire et remise à neuf
Début : Attribution du contrat
Fin : 22 juillet 2018

Période d'entretien à quai
Début : 23 juillet 2018
Fin : 8 août 2018

Mise en marche et essais en mer
Début : 9 août 2018
Fin : 10 août 2018

L'entrepreneur confirme qu'il a suffisamment de matériel et de ressources humaines affectées ou disponibles et que la période de travail ci-dessus permettra de terminer les travaux prévus ainsi qu'une quantité raisonnable de travaux imprévus.

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : Dave Dunne
Titre : Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Approvisionnements, Approvisionnements marine
Adresse : 1713, Bedford Row, Halifax, N.E., B3J 1T3

Téléphone : (902) 401-4294
Télécopieur : (902) 496-5016
Courriel : Dave.Dunne@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : Tim Matthews
Titre : Gestionnaire de l'entretien des Navires Sr.
Organisation : Services techniques intégrés, ingénieur du génie maritime

Téléphone : (902) 446-4384
Télécopieur : (902) 426-2330
Courriel : Tim.Matthews@dfo-mpo.gc.ca

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

À REMPLIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : ____-____-____
Télécopieur : ____-____-____
Courriel : _____.

7.5.4 Inspection et acceptation

Le responsable technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Paiement

7.7.1 Base de paiement

Pour les travaux prévus, lignes b et c de A

À condition de remplir de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme, comme il est précisé à l'annexe « B » Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Pour la portion des travaux faisant l'objet d'un prix ferme seulement, le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.7.2 Limitation des dépenses

La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a) lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
 - b) quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,
- selon la première de ces conditions à se présenter.

Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.7.3 Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.7.4 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa;
- b. Carte d'achat MasterCard;
- c. Dépôt direct (national et international);

7.8 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient menés à terme.

Les factures doivent être adressées à l'adresse suivante :

Pêches et Océans Canada
Mécanique navale
Immeuble des bureaux régionaux des Maritimes
50, prom. Discovery, niveau 4,
Dartmouth (Nouvelle-Écosse)
B2Y 4A2

À l'attention de : Diane McNair

La facture originale doit être envoyée par courriel aux fins de vérification à l'adresse suivante :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Dave.Dunne@pwgsc-tpsgc.gc.ca

7.9 Attestations et renseignements supplémentaires

7.9.1 Conformité

À moins d'indications contraires, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.9.2 Clause du Guide des CCUA A3015C (2014-06-26), Attestations

7.9.3 Certification relative aux normes de soudage – contrat

1. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les travaux de soudage sont effectués par un soudeur certifié par le Bureau canadien de soudage (BCS) selon les normes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) suivantes :
 - a. CSA W47.1 (version actuelle), Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier (niveau 2.1 au minimum);
2. De plus, les travaux de soudage doivent être effectués conformément aux exigences des dessins et des spécifications qui s'appliquent.
3. Avant de débuter tout travail de fabrication, et à la demande du responsable technique, l'entrepreneur doit fournir des procédures de soudage approuvées, une liste du personnel qu'il a l'intention d'utiliser pour réaliser les travaux, ou les deux. La liste doit identifier les qualifications obtenues relativement aux procédures de soudage du BCS pour chacune des personnes qui y sont énumérées et être accompagnée d'une copie de la certification du BCS, selon les normes actuelles en matière de soudage de la CSA, pour chacune d'elles.

7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 1029 (2010-08-16), Réparation des navires;
- c) les conditions générales 2030 (2016-04-04), Besoins plus complexes de biens;
- d) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe « B », Base de paiement;
- f) l'Annexe « E », Feuille de présentation de la soumission financière;
- g) l'Annexe « C », Critères d'évaluation technique obligatoires;
- h) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance;
- i) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

7.12 Contrat de défense

A9006C (2012-07-16), Contrat de défense

7.13 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date

d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.14 Clauses du Guide des CCUA

A0285C (2007-05-25), Indemnisation des accidents du travail

A0290C (2008-05-12), Déchets dangereux – navires

A9055C (2010-08-16), Rebuts et déchets A9066C

A9065C (2006-06-16), Insigne d'identité

A9066C (2008-05-12), Navire - accès du Canada

A9068C (2010-01-11), Règlements concernant les emplacements du gouvernement

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1 : PORTÉE

Le présent devis porte sur la révision et la remise en état du moteur principal n° 4 sur le NGCC *Hudson*.

2 : DESCRIPTION TECHNIQUE

2.1 Généralités

- 2.1.1 La Garde côtière canadienne (GCC) a besoin d'un entrepreneur pour la remise en état, la mise à l'essai et la mise en marche du moteur principal n° 4 sur le NGCC *Hudson*. Les travaux seront effectués pendant que le navire sera amarré à la jetée de l'Institut océanographique de Bedford (IOB), à Dartmouth (Nouvelle-Écosse).
- 2.1.2 Le démontage a été effectué par Fairbanks Morse and Cores Worldwide lors du radoub d'hiver en 2017. En raison de certaines contraintes, la révision et la remise en état n'ont pas pu être achevées à cette période, et la GCC demande maintenant des soumissions pour terminer la révision et la remise en état du moteur, mettre en marche les moteurs et effectuer les essais en mer.
- 2.1.3 Sauf indication contraire, la totalité des pièces détachées, des matériaux et des fournitures mentionnés dans le présent énoncé de travail seront fournis par l'entrepreneur.
- 2.1.1 La Garde côtière (GC) dispose actuellement de dix palettes de pièces entreposées chez AMJ Campbell à Dartmouth. Il s'agit de pièces périphériques, notamment la tuyauterie, qui ont été retirées du moteur principal n° 4 et qui sont prêtes pour la remise en état. Au moment de l'attribution du contrat, l'entrepreneur fera expédier les dix palettes dans les installations où les pièces seront remises en état « comme neuf ». Lorsque les palettes arriveront à l'installation de l'entrepreneur, les pièces seront déballées et inventoriées par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit ensuite communiquer avec l'Autorité technique de la GCC pour inspecter les pièces et constater leur état avant le début des travaux. La portée des travaux à effectuer sur ces pièces comprendra notamment le nettoyage chimique, l'inspection, la réparation des composants défectueux, la vérification des brides et faces pour assurer leur rectitude, la réparation des éventuelles déformations et la préparation des nouveaux joints, pièces et attaches afin qu'ils soient prêts à être installés. Une fois les travaux de remise en état terminés, toutes les pièces seront peintes avec un système de revêtement approuvé par la GCC. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les travaux de remise en état sont terminés et que les composants sont prêts pour l'expédition et l'installation avant le début de la période de maintenance, le 23 juillet 2018. L'entrepreneur

recevra une allocation de 40 000 \$ pour effectuer ces travaux et il doit présenter un taux horaire pour le rajustement en fonction des feuilles de temps.

2.1.4 Dates utiles pour le lot de travaux :

- i. Visite du navire – 20 juin 2018
- ii. Récupération des pièces, inventaire et remise à neuf – de l'attribution du contrat au 22 juillet 2018
- iii. Période d'entretien à quai – du 23 juillet au 8 août 2018
- iv. Mise en marche et essais en mer – du 9 au 10 août 2018

2.1.5 Le bloc-moteur a été mis à nu et repose actuellement sur son bâti, aligné et raccordé au générateur. Le vilebrequin est en place et équipé d'un tout nouveau palier principal. Le moteur est enveloppé pour empêcher la saleté d'y pénétrer avant le début des travaux.

2.1.6 L'entrepreneur doit inclure une allocation de 100 000 \$ pour les services du représentant détaché d'ALCO (Fairbanks Morse Limited). Cette allocation sera utilisée pour les services de supervision du représentant détaché et pour l'achat de toute pièce supplémentaire, au besoin. L'allocation sera rajustée en fonction de la facture du sous-traitant plus 10 %. En aucun cas, le montant de l'allocation ne pourra être dépassé sans l'approbation écrite de l'Autorité technique de la GCC et de l'autorité contractante de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).

2.1.7 L'entrepreneur sélectionné utilisera les pièces fournies par le gouvernement pour remettre en état le moteur conformément au manuel ALCO 251B fourni par la GCC et sous la supervision d'un représentant détaché d'ALCO. Les derniers ajustements et réglages seront vérifiés par le représentant détaché avant les essais.

2.1.8 L'entrepreneur doit enlever l'emballage du moteur et vérifier que le bloc est propre et prêt à l'assemblage. Toute saleté ou contamination détectée doit être éliminée, et le moteur doit être préparé pour le remontage. Une fois le nettoyage du bloc terminé et la propreté vérifiés par le représentant détaché et l'Autorité technique de la GCC, l'entrepreneur doit remonter le moteur en utilisant les pièces fournies par le gouvernement. Avant l'installation desdites pièces, celles-ci doivent être inspectées et mesurées pour s'assurer qu'il s'agit bien de pièces neuves du fabricant d'équipement d'origine et qu'elles satisfont pleinement aux spécifications « comme neuf » d'ALCO. Le représentant détaché d'ALCO observera et consignera tous les dégagements et couples lors du remontage afin de s'assurer qu'ils répondent aux exigences du manuel ALCO 251B. Tout défaut constaté par le représentant détaché sera corrigé par l'entrepreneur.

2.1.9 L'entrepreneur inclura dans sa soumission une allocation de 20 000 \$ pour le représentant détaché de Madsen Diesel and Turbine Limited, qu'il devra engager pour superviser l'installation et la mise en place des régulateurs, des pompes à carburant, des injecteurs, des boosters et des démarreurs fournis par Madsen. L'allocation pour le représentant détaché de Madsen sera rajustée afin de tenir compte du montant réel facturé par Madsen Diesel and Turbine Limited.

L'allocation sera payée à la réception de la facture de Madsen Diesel and Turbine Limited, plus 10 %. En aucun cas le montant de l'allocation ne pourra être dépassé sans l'approbation écrite de l'Autorité technique de la GCC et de l'autorité contractante de SPAC.

- 2.1.10 Une fois le moteur remonté, l'entrepreneur doit raccorder tous les tuyaux, échappements et câbles retirés par l'entrepreneur précédent lors du démontage. L'entrepreneur doit s'assurer que les composants ont été nettoyés et que de nouveaux joints ont été fournis afin que les composants soient prêts à être installés conformément au paragraphe 2.1.3 du présent devis.
- 2.1.11 Une fois la remise en état terminée, le moteur et sa base doivent être nettoyés sous la direction du représentant détaché et inspectés par le mécanicien en chef pour acceptation des travaux.
- 2.1.12 Le moteur sera ensuite fermé à l'aide des nouveaux joints fournis par le gouvernement. Tous les systèmes de liquides seront remplis de liquides spécifiés par ALCO et fournis par l'entrepreneur. Toute fuite constatée sera réparée avant le début des essais.
- 2.1.13 Il incombe à l'entrepreneur de repérer les éléments faisant obstacle, de les retirer et de les entreposer temporairement, puis de les réinstaller à bord du navire une fois la remise en état terminée.

2.1.14 Mise en marche

L'entrepreneur suivra les instructions du manuel d'ALCO pour la mise en marche après une remise en état majeure et, sous la direction des représentants détachés d'ALCO et de Madsen, effectuera tous les travaux nécessaires pour faire fonctionner le moteur et mener des essais à quai et en mer.

Le mécanicien en chef vérifiera que le système d'alarme et de surveillance fonctionne correctement avant de démarrer le moteur.

Avant le démarrage, le moteur doit être tourné à la main afin de prouver la liberté de fonctionnement.

Le moteur doit être démarré en présence de l'inspecteur de la Lloyd's Register, du chef mécanicien et des représentants détachés d'ALCO et de Madsen, conformément aux procédures du manuel ALCO 251 pour le démarrage après une révision majeure.

L'entrepreneur doit prévoir six heures d'essais à quai. Durant les essais, l'équipage du navire fera fonctionner les moteurs sous la surveillance de l'entrepreneur et des représentants détachés et en présence de l'inspecteur de la Lloyd's.

Une fois les essais à quai terminés, les moteurs et les tuyaux qui y sont raccordés seront vérifiés afin de détecter d'éventuelles fuites, et les fuites constatées seront réparées avant le début des essais en mer.

Le navire partira ensuite pour 12 heures d'essais en mer, la puissance du moteur étant progressivement augmentée conformément aux instructions du manuel d'ALCO et aux recommandations du représentant détaché d'ALCO. Durant les essais, l'équipage du navire fera fonctionner les moteurs sous la surveillance de l'entrepreneur et des représentants détachés et en

présence de l'inspecteur de la Lloyd's. Le représentant détaché de Madsen apportera les ajustements nécessaires au régulateur et aux systèmes d'alimentation pendant la phase initiale des essais. Les quatre dernières heures des essais consisteront en quatre heures de marche ininterrompues à pleine puissance. Si jamais l'essai de quatre heures doit être interrompu, l'entrepreneur règlera le problème et l'essai sera recommencé.

Une fois les essais en mer terminés, les moteurs et les tuyaux qui y sont raccordés seront vérifiés afin de détecter d'éventuelles fuites, et les fuites constatées seront réparées.

2.1.15 Qualifications de l'entrepreneur ou de l'entreprise

L'entrepreneur joindra à sa soumission une biographie (10 000 mots maximum) décrivant en détail comment il répond aux qualifications ci-dessous. Il citera à titre d'exemples des contrats, des navires et des lots de travaux pour montrer en quoi il possède l'expérience requise dans les critères ci-dessous. À défaut de fournir ces renseignements, la soumission sera jugée non conforme :

1. L'entrepreneur doit être une entreprise possédant une expérience vaste* et pertinente** dans la réparation et la révision de moteurs diesels marins lourds à vitesse moyenne, d'une puissance nominale de 1 500 kW ou plus.
2. L'entreprise comptera au moins quatre mécaniciens de moteurs diesels possédant au moins deux années d'expérience sur les moteurs de la gamme ALCO et un contremaître ayant au moins dix ans d'expérience sur ces moteurs.
3. L'entrepreneur fournira la preuve de sa participation à trois contrats de révision de moteurs marins, d'une valeur supérieure à 200 000 \$, au cours des cinq dernières années et dans le cadre desquels il était l'entrepreneur principal. À titre de référence, l'entrepreneur inclura les numéros des contrats du gouvernement ou, dans le cas d'un contrat commercial, une description détaillée des travaux, le nom du navire et la valeur du contrat.

* Par expérience vaste, on entend la remise en état complète d'au moins dix gros moteurs diesels marins au cours des cinq dernières années.

** Par expérience pertinente, on entend cinq remises en état complètes de moteurs de la gamme ALCO 251.

2.2 Emplacement

Le NGCC *Hudson* sera à quai à l'emplacement suivant :
Jetée de l'Institut océanographique de Bedford
1, promenade Challenger
Dartmouth (Nouvelle-Écosse)
B2Y 4A2

2.3 Éléments faisant obstacle

À déterminer par l'entrepreneur au moment de visiter le bateau avant la soumission. Tous les éléments faisant obstacle doivent être retirés aux frais de l'entrepreneur et aucune indemnité supplémentaire ne sera accordée pour leur retrait.

3 : RÉFÉRENCES :

3.1 Dessins de référence

Manuels ALCO 251B

3.2 Normes et règlements

S. O.

3.4 Équipement fourni par le propriétaire

Toutes les pièces principales ont été achetées par l'Autorité technique de la GCC et seront fournies à l'entrepreneur. La liste des pièces est jointe à l'appendice 1.

4 : PREUVE DE RENDEMENT

4.1 Inspection

Tous les travaux doivent être inspectés par l'inspecteur technique de la Lloyd's Register et par l'Autorité technique de la GCC. L'entrepreneur veillera à ce qu'à l'issue de la remise en état du moteur, la Lloyd's Register délivre un certificat en règle pour la durée normale.

L'Autorité technique de la GCC sera l'autorité finale pour l'inspection et l'acceptation de tous les travaux.

4.2 Mise à l'essai

Les essais en mer seront effectués conformément aux manuels d'ALCO et sous la direction des représentants détachés sur place.

4.3 Homologation

Preuve d'inspection annuelle de la Lloyd's Register

5 : PRODUITS LIVRABLES

5.1 Rapports, dessins et manuels

L'entrepreneur remettra à l'Autorité technique de la GCC une copie électronique du rapport détaillé sur les travaux effectués. Ce rapport comprendra notamment les éléments suivants :

- les numéros de série pour le moteur;
- la liste des travaux réalisés, y compris les mesures et les rapports des représentants détachés;
- la liste complète des défauts constatés, accompagnée d'une photo sur laquelle celles-ci sont indiquées;
- les détails des essais en mer et des tests réalisés, comprenant les résultats de réussite ou d'échec, les heures de début et de fin, l'achèvement des essais en mer et des tests ainsi que le rapport des représentants détachés sur les essais en mer;
- les noms des employés ayant travaillé sur les moteurs;
- les noms de l'autorité d'inspection pour l'Autorité technique de la GCC et la Lloyd's Register.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F5561-180498/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F5561-180498

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-8-81054

Id de l'acheteur - Buyer ID
hal311
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

APPENDICE « 1 » DE L'ANNEXE « A »

LISTE DES PIÈCES FOURNIES PAR LE GOUVERNEMENT

NUMÉRO D'ARTICLE	DESCRIPTION	QTÉ
25000591-IUE	CYL PLUS HEAD ASS W APP KIT (2500591	16
25000591-1CORE	PLUS HEAD CORE	16
2170017-1UE	CON ROD ALCO UNIT EXCHANGE	16
2170017-1CORE	CONNECTING ROD CORE	16
2402432	BOLT U	2
2351175-2	SVK GEAR	1
24200425	PISTONS	16
2151673	BOLT STUD	4
2151672	STUD, SPECIAL	4
2151394	NUT HEX	8
2161441	PLATE	2
2191921	BUSHING MACHINING	1
2160201	DAMPER ASSY	1
2320195	CROSSHEAD ASSY	16
24610940	SPRING INNER	16
4461013	SPRING OUTER	16
2181196	SEAL O RING	16
2403118-2	HOSE ASSY FUEL PUMP	16
2161134	BEARING THRUST	2
4321022-2	RETAINER UPPER	16
2420021-2	PIN ASSY, PISTON	16
2152788-1	RING	32
2241322-5	SHAFT	16
2153638-1	BUSHING	32
2241281-1	RING SNAP	32
2241261	SEAT VALVE LEVER	32
21523510	CAP SCREWS	4
2241271	BALL THRUST	32
22500182RC	RECONDITIONED FRESH WATER PUMP	1
22500178RC	Reconditioned Sea Water Pump	1
2240014-3	ROD, PUSH & ENDS	10
2231175	YOKE ASSY	32
2281513-2RC	ELBOW	1
2154025-2	GASKET	1
21555891	SCREWS CAP	1

N° de l'invitation - Solicitation No.
F5561-180498/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F5561-180498

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-8-81054

Id de l'acheteur - Buyer ID
hal311
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

2151313-1	LOCK WASHERS	4
21555871	SCREWS CAP	2
2155229-1	NUT ASSY	1
2151311-1	LOCK WASHERS	2
21522826-1	GASKET AIR ELBOW	1
2351244-1	GEAR, RING MACHINING	1
23610113-1	SHIM	2
2154969	CAP SCREWS	2
2155172	NUT	2
23900525-1RC	Reconditioned Oil Pump	2
	Qty 1 for Engine # 4 & Qty 1 for Spare	
2190015-1UE	UNIT EXCHANGE VIBRATION DAMPENER	1
CORE CHARGE	VIBRATION DAMPER CORE	1
2240014-3	ROD, PUSH & ENDS	5

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Remarque à l'intention du soumissionnaire : l'annexe B constituera la base de paiement pour le contrat subséquent et elle ne doit pas être remplie à l'étape de la soumission. Veuillez consulter l'annexe E « Fiche de présentation de la soumission financière ».

L'entrepreneur sera payé à des taux quotidiens fermes pour les travaux exécutés aux termes du contrat. Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus.

1. Base de paiement

a)	Travaux prévus Allocation pour la récupération des pièces, l'inventaire et la remise à neuf comme il est indiqué à la partie 1, précisé au paragraphe 2.1.1 de l'annexe A.	40 000 \$
b)	Travaux prévus Pour le reconditionnement du moteur comme il est énoncé à la partie 1 et précisé à l'annexe A, pour un PRIX FERME de :	\$
c)	Travaux prévus Pour les essais en mer comme il est énoncé à la partie 1 et précisé à l'annexe A, pour un PRIX FERME de :	\$
d)	Allocation RST Paragraphe 2.1.6 de l'annexe A – RST du FEO Alco	100 000 \$
e)	Allocation RST Paragraphe 2.1.9 de l'annexe A – RST de Madsen Diesel and Turbine Ltd.	20 000 \$
f)	Allocations de déplacement et de subsistance Frais de déplacement prévus en fonction de la <i>Directive sur les voyages du Conseil du Trésor</i> (section 3, ci-après). Montant MAXIMAL (plafond) remboursé pour les travaux prévus.	\$

2. Travaux imprévus

2.1 Ventilation des prix

L'entrepreneur doit fournir, sur demande, une ventilation des prix pour tous les travaux imprévus, selon les activités individuelles précises, en fonction des domaines professionnels, des heures-personnes, du matériel, des contrats de sous-traitance et des services.

2.2 Prix calculés au prorata

Les heures et les prix correspondant aux travaux imprévus seront basés sur des renseignements historiques comparables, applicables à des travaux similaires effectués dans les mêmes installations, ou seront déterminés grâce à la répartition au prorata des coûts indiqués pour les travaux dans le contrat, lorsqu'ils seront exécutés dans des secteurs semblables du navire.

2.3 Paiement pour les travaux imprévus

L'entrepreneur sera payé pour les travaux imprévus autorisés par le Canada. Les travaux imprévus autorisés seront calculés comme suit :

Nombre d'heures (à négocier) X _____ \$, montant correspondant au taux de rémunération horaire de l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une marge bénéficiaire de 10 p. 100, ainsi que la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, calculée à _____ p. 100 du coût total du matériel et de la main-d'œuvre. Le tarif d'imputation horaire ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront fermes pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant.

3. Frais de déplacement et de subsistance

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du [Conseil national mixte](#) et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés »

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le Responsable technique.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

4. Heures supplémentaires

Aucun travail en heures supplémentaires ne sera rémunéré aux termes du contrat à moins d'être autorisé au préalable par écrit par l'autorité contractante. Toutes les demandes de paiement doivent être accompagnées d'une copie de l'autorisation d'heures supplémentaires et d'un rapport faisant état des détails exigés par le Canada en ce qui a trait au travail en heures supplémentaires effectuées.

ANNEXE « C »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

C1. Assurance responsabilité des réparateurs de navires

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité de réparateurs de navires d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 10 000 000.00\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

La police d'assurance responsabilité des réparateurs de navires doit comprendre les éléments suivants :

Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Département des Pêches et Océans et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou tout dommage au navire, peu importe la cause.

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

G5001C (2008-05-12)

C2. Assurance de responsabilité civile commerciale

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000.00\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F5561-180498/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F5561-180498

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-8-81054

Id de l'acheteur - Buyer ID
hal311
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.

Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.

Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.

Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.

Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).

Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat

ANNEXE « D »

CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE

Les soumissions qui ne satisfont pas à toutes les exigences techniques obligatoires au moment de la clôture de la demande de soumissions seront jugées non conformes et seront rejetées. L'évaluation sera fondée uniquement sur les renseignements fournis avec la soumission. Les références à des sites Internet et l'information qui n'est pas incluse ne seront pas évaluées. Il incombe au soumissionnaire de présenter une soumission complète montrant que les articles satisferont, voire dépasseront les critères des descriptions techniques inclus dans la présente demande de soumissions.

Le soumissionnaire doit fournir, dans sa proposition, la preuve que celle-ci est conforme à chacune des caractéristiques techniques obligatoires figurant à l'annexe « A » – Énoncé des travaux. Si la soumission devait ne pas satisfaire à toutes les caractéristiques techniques obligatoires, elle sera déclarée non conforme.

Le soumissionnaire peut présenter la preuve, sous forme de texte narratif, ne dépassant pas 10 000 mots; elle doit être appuyée par des certificats et tout autre document démontrant clairement que l'entreprise proposée répond aux critères techniques obligatoires.

Le soumissionnaire doit indiquer le numéro de la page et la partie de la proposition présentée qui prouve que la proposition respecte toutes les spécifications techniques obligatoires.

N°	Critère obligatoire	Renvoi aux documents justificatifs (n° de page de la soumission)
CO1.	<p>L'entrepreneur doit être une entreprise détenant une expérience vaste* et pertinente** en matière de réparation et de remise en état d'une série de moteurs diesel marins lourds à vitesse moyenne de 1500 KW ou plus.</p> <p>*Le terme « vaste » signifie que l'entreprise a reconstruit complètement au moins 10 gros moteurs diesel marins au cours des cinq dernières années.</p> <p>**Le terme « pertinente » désigne cinq reconstructions complètes de moteurs de la série ALCO 251.</p>	
CO2.	<p>L'entreprise doit compter parmi son personnel au moins 4 mécaniciens diesel détenant chacun au moins 2 années d'expérience liées aux moteurs de la série ALCO (moteurs diesel marins lourds à vitesse moyenne de 1500 KW ou plus).</p>	
CO3.	<p>L'entreprise doit compter parmi son personnel un contremaître détenant au moins 10 années d'expérience liées à la série de moteurs diesel marins lourds à vitesse moyenne de 1500 KW ou plus.</p>	
CO4.	<p>L'entrepreneur doit fournir la preuve de sa participation à 3 contrats de remise en état de moteurs marins, dont la valeur est supérieure à 200 000 \$, au cours des 5 dernières années, et dans le cadre</p>	

N° de l'invitation - Solicitation No.

F5561-180498/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

F5561-180498

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

HAL-8-81054

Id de l'acheteur - Buyer ID

hal311

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	desquels il était l'entrepreneur principal. L'entrepreneur doit inclure le numéro des contrats gouvernementaux, ou dans le cas de contrats commerciaux, une description détaillée des travaux, le nom du navire et la valeur du contrat, aux fins de référence.	
--	---	--

ANNEXE « E »

FICHE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE

1. Évaluation du prix

a)	Travaux prévus Allocation pour la récupération des pièces, l'inventaire et la remise à neuf comme il est énoncé à la partie 1 et précisé à l'annexe A, pour un PRIX FERME de :	40 000 \$
	Travaux prévus Taux de rémunération aux fins de rajustement pour la récupération des pièces, l'inventaire et la remise à neuf comme il est indiqué à la partie 1, précisé à l'annexe A _____ \$/heure	xxxxxxxx xxxxxxxx
b)	Travaux prévus Pour le reconditionnement du moteur comme il est énoncé à la partie 1 et précisé à l'annexe A, pour un PRIX FERME de :	_____ \$
c)	Travaux prévus Pour les essais en mer comme il est énoncé à la partie 1 et précisé à l'annexe A, pour un PRIX FERME de :	_____ \$
d)	Allocation RST Paragraphe 2.1.7 de l'annexe A – RST du FEO Alco	100 000 \$
e)	Allocation RST Paragraphe 2.1.10 de l'annexe A – RST de Madsen Diesel and Turbine Ltd.	20 000 \$
f)	Allocations de déplacement et de subsistance Frais de déplacement prévus en fonction de la <i>Directive sur les voyages du Conseil du Trésor</i> (section 3, ci-après). Montant MAXIMAL (plafond) remboursé pour les travaux prévus.	_____ \$
g)	Travaux imprévus – Taux régulier Heures de travail estimatives à un taux régulier de rémunération horaire fixe, y compris les coûts indirects et les bénéfices : 50 heures personnes X \$ de l'heure pour un PRIX de :	_____ \$
h)	Travaux imprévus – Taux des heures supplémentaires Heures de travail estimatives au taux de rémunération des heures supplémentaires, y compris les coûts indirects et les bénéfices : 25 heures personnes X _____ \$ de l'heure pour un PRIX de :	_____ \$
i)	PRIX D'ÉVALUATION TVH en sus, [a + b + c + d + e + f + g + h] : Soit un PRIX D'ÉVALUATION de :	_____ \$

2. Travaux imprévus

2.1 Ventilation des prix

L'entrepreneur doit fournir, sur demande, une ventilation des prix pour tous les travaux imprévus, selon les activités individuelles précises, en fonction des domaines professionnels, des heures-personnes, du matériel, des contrats de sous-traitance et des services.

2.2 Prix calculés au prorata

Les heures et les prix correspondant aux travaux imprévus seront basés sur des renseignements historiques comparables, applicables à des travaux similaires effectués dans les mêmes installations, ou seront déterminés grâce à la répartition au prorata des coûts indiqués pour les travaux dans le contrat, lorsqu'ils seront exécutés dans des secteurs semblables du navire.

2.3 Paiement pour les travaux imprévus

L'entrepreneur sera payé pour les travaux imprévus autorisés par le Canada. Les travaux imprévus autorisés seront calculés comme suit :

Nombre d'heures (à négocier) X _____ \$, montant correspondant au taux de rémunération horaire de l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une marge bénéficiaire de 10 p. 100, ainsi que la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, calculée à _____ p. 100 du coût total du matériel et de la main-d'œuvre. Le tarif d'imputation horaire ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront fermes pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant.

3. Frais de déplacement et de subsistance

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du [Conseil national mixte](#) et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés »

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le Responsable technique.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

4. Heures supplémentaires

Aucun travail en heures supplémentaires ne sera rémunéré aux termes du contrat à moins d'être autorisé au préalable par écrit par l'autorité contractante. Toutes les demandes de paiement doivent être accompagnées d'une copie de l'autorisation d'heures supplémentaires et d'un rapport faisant état des détails exigés par le Canada en ce qui a trait au travail en heures supplémentaires effectuées.

N° de l'invitation - Solicitation No.

F5561-180498/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

F5561-180498

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

HAL-8-81054

Id de l'acheteur - Buyer ID

hal311

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « F » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA;
- () Carte d'achat MasterCard;
- () Dépôt direct (national et international);